

la voix des sans-papiers

bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes

NUMÉRO 13 • Jeudi 3 Septembre 2015 • 50 centimes

SOMMAIRE • page 2, CISPM : Les milliers de morts en Méditerranée, un crime contre l'humanité • page 3-4, Nous sommes tous des réfugiés économiques ! • page 5-6, RÉFUGIÉS DE LA CHAPELLE : Demandeurs d'asile ou sans-papiers ? • page 6, La France ou le Mali « patrie des droits de l'homme » ? • page 7, Une journée avec les migrants de Vintimille

EUROPE : LA BARBARIE !

Vintimille, Paris, Calais... Combien d'autres endroits, rien qu'en France ? Dans combien d'autres pays, en Europe ?... Personne ne sait, tant la banalité du mal envers les sans-papiers et réfugiés est devenue monnaie courante nationale, en Europe et notamment en France.

À Paris, depuis l'évacuation violente de la Chapelle, début juin, on a perdu le compte des campements dressés et des opérations de balayage social des campements. Pour Calais, l'ONU est (une deuxième fois) intervenue, rappelant à l'État français son devoir de respect des droits de l'homme. Et à Vintimille ? Les migrants – hommes, femmes, enfants, femmes enceintes, familles entières avec enfants, raflés dans Nice et la Côte d'Azur par centaines, puis reconduits en petits groupes à la frontière franco-italienne, refoulés au-delà en pleine et bien rodée illégalité d'État – on connaissait ça à Vintimille. Mais à la mi-juin, on a fait les choses en grand, côté français. Coup sur coup, on a refoulé plus de mille migrants, puis verrouillé la frontière. Côté italien, deux jours plus tard, on s'est mis en devoir de couronner l'œuvre, on a traqué, chassé de l'ancienne frontière effacée de droit, rétablie de fait, haut lieu touristique, cette portion d'humanité misérable coupable de fuir guerres civiles et économiques et autres fléaux du Sud du monde. À Vintimille, une centaine de jeunes migrants acculés à la mer, contraints, pour ne pas être emmenés de force [voir les photos : <http://www.ilfattoquotidiano.it/2015/06/16/migranti...>], de se sauver dans ces eaux qu'ils avaient traversées au péril de leurs vies, ont décidé, depuis, de ne pas quitter les rochers de bord de mer pour protester au monde de leur qualité d'hommes contre l'inhumain.

Il y a, et c'est le plus inquiétant, à la tête de l'Europe et de ses principaux pays, abdication de la pensée – et consensus dans une large opinion publique européenne. Refus de réfléchir aux conséquences de ses actes, et, plus encore, de son inaction ; incapacité d'envisager le mouvement d'ensemble de la population mondiale. Penser l'arrêter, revient moins à se fermer au champ des possibles qu'à laisser se former (on le voit en Méditerranée) les engrenages efficaces d'un vaste génocide social inconnu dans l'histoire, et qui durera non reconnu – quand déjà est en marche la machine à broyer les pauvres du monde.

On se souvient de l'État nazi qui sut faire du « juif » l'incarnation du mal dans le corps social, répandre dans le banal partout accepté l'image de l'ennemi à abattre, pour le salut de la société allemande. Par l'État français notamment, le mécanisme de fabrication de l'ennemi social paraît aujourd'hui enclenché : le « migrant » (le pauvre venant d'ailleurs) est l'ennemi à refouler aux frontières, le mal que, pour son salut, il faut expulser du corps de la société française. Et en Europe, il y en a déjà un qui a franchi le pas de la grande et ouverte criminalité d'État : depuis combien d'années l'État espagnol ne fait-il tirer sur les foules des migrants ! (avec le feu vert tacite de l'Europe).

La cécité, la criminalité d'État grande et petite sont manifestes en Italie et en France. L'Italie est un pays depuis longtemps vieillissant, il y a dans cela un facteur endogène de crise. Au lieu de profiter de la chance de cet afflux et présence de forces jeunes et vives, les politiques romains qu'ont-ils fait ? Ils ont géré le grand nombre d'arrivants de façon à empocher l'argent de leur accueil ! (scandale de Rome « mafia capitale »).

(suite p.3)

Les milliers de morts en Méditerranée : un crime contre l'humanité

(23 avril 2015. Ce courrier, adressé entre autres aux plus hautes autorités européennes, de l'Union africaine et de l'ONU, n'a pas, par un défaut de coordination interne, été envoyé tel quel. À sa place, une version italienne antérieure et pas assez forte.

Nous le publions ici comme « *lettre ouverte* » à tous les précédents destinataires.

La CISPM va l'expédier par la poste au Pape, cité du Vatican, à qui aussi il devait être envoyé et ne l'a pas été.)

Messieurs les Présidents,

La Coalition internationale des sans-papiers, migrants, réfugiés et demandeurs d'asile souhaite exprimer, par ce courrier, son horreur et son indignation devant les crimes sans nom – et notamment le massacre de dimanche dernier – qui ne cessent de se perpétrer en mer Méditerranée, aux frontières sud de l'Europe, contre les migrants venant de l'autre rive.

Si nous employons le mot **crime** ici, dans ce courrier qui vous est adressé, c'est à dessein. Car nous estimons qu'à l'évidence les politiques économiques et d'immigration européennes ont créé les conditions générales dans lesquelles de telles horreurs, inimaginables il y a quelques années seulement, peuvent aujourd'hui se produire et se développer au vu et au su de tout le monde, et la géopolitique méditerranéenne se déployer en remplissant la mer entre les deux rives de dizaines de milliers de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants en fuite devant les guerres, les famines, devant le spectre de la misère extrême.

Le FMI prévoit, pour l'année 2015, une croissance mondiale de 3,5% ; et, pour l'Afrique subsaharienne, de 4,5%. C'est très bien.

Mais vous n'êtes pas plus mal placés que nous pour savoir où iront tomber, une fois de plus, les fruits de la moisson : dans l'escarcelle d'un tout petit pourcentage d'habitants de ce monde (multinationales, institutions financières, bancaires, étatiques, etc.), alors que le restant gros pourcentage d'hommes, de femmes et d'enfants de la planète, déjà pauvres, déjà démunis, seront encore une fois appelés à survivre avec la hausse des taux de chômage provoquée par les plans d'ajustement structurel socialement destructeurs, imposés par les institutions internationales, occidentales et européennes, aux peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique Latine, et, tout dernièrement, aussi de l'Europe du sud, comme en Grèce.

Et que dire de la centaine d'états de guerre perpétuelle qui existent de par le monde : sources de tant de profits au grand dam de tant de populations dépouillées de tout, notamment en Afrique et au Moyen-Orient ! sources de quelques fractions de points de PIB dans la comptabilité nationale des États vendeurs d'armes, notamment d'Occident !

Cette détresse, dont nous pouvons par chance vous parler aujourd'hui, nous l'avons nous-mêmes vécue. C'est en face de tels faits, de telles perspectives – en face du spectre de la famine, des guerres guerroyées ou économiques, non moins destructrices – que nous avons entrepris hier ce même « voyage pour la vie » au cours duquel, depuis début 2015, on dénombre déjà par milliers les migrants qui ont trouvé la mort, noyés en Méditerranée. Et les survivants (nombreux membres de la CISPM ont vécu cela personnellement) sont, après coup, une fois en Italie et en Europe, traités comme des *damnés de la terre* en vertu du règlement « apartheid » Dublin III, de la gestion maffieuse, ou tout au moins du business lucratif des dispositifs d'accueil, au mépris de la dignité et des droits humains fondamentaux des migrants.

Tout cela se passe – en dépit des déclarations de circons-

tance, en dépit même des bonnes volontés qui peuvent exister parmi vous – dans l'indifférence de fait totale des institutions européennes. Et cela montre, on ne peut mieux, tout au moins leur accoutumance au climat de xénophobie, leur myopie envers le racisme social et politique de la généralité des pays du Nord à l'égard des ressortissants non nantis des pays du Sud du monde.

Imaginez seulement le séisme politique, le véritable tsunami planétaire, qu'aurait causé la mort de milliers d'Européens dans de telles conditions ! Mais non. Ce ne sont là que de pauvres Africains, que de pauvres Syriens...

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les grands crimes historiques contre l'humanité que furent la traite atlantique des esclaves et le colonialisme européen dans les continents du Sud – qu'est aujourd'hui encore le néocolonialisme économique occidental. Mais l'Europe ne peut pas faire semblant d'ignorer l'énormité de ce qu'on voit se profiler à l'horizon.

La solution de la militarisation des frontières et de la question de l'immigration qu'on propose au niveau européen (camps dans les pays de provenance, accords bilatéraux avec les gouvernements corrompus, soudoyés, dictatoriaux de ces pays, blocus maritime en Méditerranée, guerre ouverte contre les passeurs et « terroristes »), ne se concrétisera, de fait, qu'en une guerre contre les plus faibles. Contre les migrants et leurs familles, dont ils sont le plus souvent le seul espoir, dans leur lutte contre la faim et la détresse.

L'Europe ne peut pas fermer les yeux, et répandre dans son opinion publique l'illusion qu'elle peut arrêter le mouvement planétaire des personnes par de nouveaux instruments de contrôle et de répression, puisque émigrer, pour ces populations qui fuient guerres et famines, est une nécessité vitale.

L'Europe ne peut pas vouloir que, dans les pages qui restent à écrire du grand livre de l'histoire de l'humanité, soit inscrite, après celle dans les grands crimes historiques susmentionnés, sa responsabilité directe dans un nouveau grand crime, si elle ne renonce pas, en Méditerranée, à sa politique existante en matière d'immigration. Car c'est un véritable « **génocide social** » des pauvres du Sud du monde, qui se profile.

Messieurs, au nom de la Coalition internationale des sans-papiers, migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, nous vous demandons d'écouter la voix des victimes en rencontrant une délégation de la CISPM.

Entre-temps, nous allons organiser, à partir du 23 et 24 avril, avec des associations de défense des droits de l'homme, avec des forces sociales, syndicales et politiques, laïques et religieuses, dans différentes villes d'Europe (Rome, Athènes, Paris, Bruxelles, Berlin, etc.), des manifestations contre les crimes et contre la guerre sociale en cours.

Ces manifestations nous conduiront à la **Journée internationale** d'action du vendredi 22 mai. Contre les politiques esclavagistes, racistes, répressives ; pour le droit de toute personne à l'asile, à la liberté de mouvement, à la régularisation, à la liberté de résidence et de travail en Europe.

Nous sommes tous des réfugiés économiques!

C'est le cri d'alarme et d'indignation des migrants sans-papiers subsahariens, de ceux du moins venus des pays francophones d'Afrique.

Cri d'alarme parce que, parmi les migrants noyés en Méditerranée, morts dans le désert libyen, il y a souvent leurs frères, arrivant des mêmes familles, villages, régions. Eux-mêmes sont souvent passés par d'inimaginables épreuves, et ils essaient depuis des années de faire entendre leurs voix à une France officielle incapable d'écouter leurs appels et leurs raisons. Pour en appeler à la plus haute autorité de l'État, la CSP75 et la CISPM avaient demandé, il y a un an, à être reçues à l'Élysée – sans même mériter une réponse. *La Voix des sans-papiers* avait cherché à tirer la sonnette d'alarme, dans son numéro du 12 novembre 2014, en montrant qu'« à chaque clôture rajoutée à leurs frontières, les pays européens signent l'arrêt de mort de milliers de personnes ». Et les collectifs et groupes de sans-papiers et réfugiés réunis dans la CISPM (présents dans dix pays européens et cinq africains) en avril dernier ont écrit le courrier publié page 2. À ce courrier, les plus hautes autorités européennes ont fait des réponses pleines d'autosatisfaction, n'évoquant même pas l'éventualité d'une rencontre, et au contenu qu'on verra brièvement ci-après.

Cri d'indignation devant l'hypocrisie des politiciens d'ici, ne jurant, d'un

(édito, suite et fin)

Depuis les années 1980 la France a cessé d'être un pays d'immigration postcoloniale massive. Le solde migratoire annuel est minime, et, d'un côté, les immigrés sont avant tout des Européens, de l'autre, pour les non communautaires, il s'agit d'une immigration notamment « de survie ». Les voix qui se lèvent contre l'« invasion » des migrants sont fausses d'abord statistiquement. Et pourtant, au lieu de voir dans l'arrivée de ces jeunes africains une chance pour régulariser ses rapports avec ses ex-colonies, cesser de s'appuyer sur des régimes corrompus et tyranniques, enfin aider à un large plan d'accueil et de sauvetage, de partenariat réel, sur un pied d'égalité, avec les peuples réels, favorisant leur libre mobilité, c'est la chasse à l'homme que pratique l'État français. Cela est d'autant plus scandaleux et criminel qu'il a été l'artisan international du chaos libyen et de la guerre au Mali qui s'en est suivie : comme il se doit, les pots cassés ce n'est pas à l'État riche et fauteur de guerre de les payer, mais aux peuples réduits en état de ruine économique!

côté, dans leurs pays, que par l'« économie mondiale » et sa domination sur les choix politiques, pour justifier soit leurs applaudissements ou échecs soit leurs réprobations, et qui, de l'autre, séparent nettement, « à des fins humanitaires », migrants politiques (« réfugiés ») et économiques venant des pays du Sud du monde. Comme si les derniers n'avaient pas, au fil des ans, payé le plus lourd tribut de vies humaines aux requins de la Méditerranée. Indignation pour le cynisme social et l'iniquité institutionnalisée de l'État français et de l'Europe – pour la ligne française d'« immigration choisie » devenue programme officiel européen : accueil d'un nombre fermé d'individus à compétences et de « réfugiés politiques », refoulement et renvoi de tous les autres. Comme si mourir de pauvreté n'était pas aussi lamentable que mourir pour cause de guerre ; comme si la faim n'en faisait pas autant, en ruinant de fond en comble le tissu social et économique d'un peuple affamé ; comme si les enfants noirs subsahariens n'étaient pas des enfants ; comme si risquer sa vie pour fuir la mort par la faim n'était pas, humainement, à plaindre ; comme si l'« immigration choisie » n'était pas une continuation et aggravation du pillage du tiers-monde ; comme si cette ligne n'était pas, aujourd'hui, la mise à mort et physique et sociale des damnés du Sud du monde : des migrants économiques comme de leurs familles restées dans la souffrance au pays, dans l'attente des transferts d'argent de leurs enfants venus trimer (quand ils réussissent) « à la sueur de leur front » au paradis terrestre nordique.

Au courrier qu'a écrit la commission européenne (27 mai) au nom de son président, sont joints différents textes. Nous ne retiendrons que quelques lignes de l'Agenda européen en matière de migration (13 mai).

Ce document a le mérite de mettre les choses au clair dès le début : « La synthèse des différentes mesures que l'Union européenne doit prendre dès maintenant, et dans les années à venir... [c'est] de tirer avantage des migrations et de remédier aux problèmes qu'elles posent. » Et le mérite aussi de poursuivre en ajoutant ceci : « Une lutte résolue contre l'immigration clandestine... la sécurisation des frontières extérieures de l'Europe... doivent aller de pair avec une politique commune solide en matière d'asile et une nouvelle politique européenne de migration légale... Sur son [de l'UE] marché du travail, on ne trouve pas toujours immédiatement les travailleurs possédant les compétences

nécessaires à une économie dynamique... l'acquisition de ces compétences prend du temps. Les migrants... légalement admis... [doivent] recevoir toute l'aide nécessaire pour intégrer la société du pays d'accueil. » Par contre : « Pour les personnes n'ayant pas besoin d'une protection, Frontex aidera les États membres à coordonner le retour des migrants en situation irrégulière. » Ces personnes sont : « Les demandeurs d'asile déboutés qui tentent d'éviter d'être renvoyés là d'où ils viennent, les titulaires de visa qui dépassent la durée de séjour autorisée, et les migrants en constante situation irrégulière. »

Le lien étroit entre « tirer avantage des migrations », « politique en matière d'asile », « nouvelle politique de migration légale », « marché du travail européen », « acquisition de compétences modernes qui prend du temps », ce lien n'aura pas échappé à l'attention du lecteur. La politique européenne d'immigration ne peut plus négliger les guerres en cours dans des pays (comme la Syrie) où d'importantes couches sociales moyennes, modernes et dynamiques, se sont formées. En accueillant ces gens en fuite, l'Europe fera coup double : d'une part, aux yeux du monde, elle fera figure de continent ouvert et fidèle à ses valeurs d'humanité (thème récurrent de l'Agenda), et de l'autre elle pourra en tirer profit sur son marché du travail en manque d'hommes et femmes à compétences ; de plus, leur longue et coûteuse formation n'aura pas été à sa charge. On peut parier que la possession de telle ou telle compétence sera un critère préférentiel pour l'octroi du statut de « réfugié politique ». (On remarquera aussi que ce document a été présenté à l'Europe en mai dernier, avant le grand afflux de migrants demandeurs d'asile de l'été.)

À ce pragmatisme européen mêlé d'appels aux « valeurs » européennes d'accueil, adressés aux États membres, a fait pendant (17 juin) une perle en matière de déni des droits des migrants : le plan gouvernemental français titré *Répondre au défi des migrations, respecter les droits, faire respecter le droit*. On peut y lire de belles pensées ministérielles de grande valeur, de la valeur de celle-ci : « L'Union européenne a vocation à accueillir ceux qui fuient les persécutions ou les conflits. Elle ne pourra toutefois le faire dignement que si elle s'en donne les moyens, notamment en mettant en place une politique de retours ferme et ambitieuse. » Qu'est-ce à dire ? C'est-à-dire que pour

Toutes les morts sont odieuses aux misérables hommes, mais mourir par la faim est tout ce qu'il y a de plus lamentable.

(Homère, *Odyssée*)

accueillir avec humanité les uns, il faudra se débarrasser de toute humanité envers les autres, les repousser et expulser sauvagement, un point c'est tout.

On verra, en fin d'année, à combien s'élèvera l'augmentation du nombre effectif de « réfugiés politiques » en Europe et en France. Mais d'ores et déjà il est apparent que l'État français (avec la collaboration active des associations « d'aide » financées par lui) a obtenu un résultat certain : la division du mouvement des migrants entre demandeurs d'asile et migrants économiques.

Hypocrisie pure et simple, avons-nous dit, la séparation officielle, programmatique, entre réfugiés politiques et migrants économiques : les premiers « ayant droit à une protection » (*Déclaration du conseil européen*, 23 avril), et les seconds ayant « vocation à être éloignés du territoire » (*Répondre au défi...* cité), d'après le barbarisme et contresens en usage dans le français ministériel. Ce n'est pas ici le lieu de faire la critique historique et idéologique de la *Convention de Genève relative au statut des réfugiés* (1951) ; mais penser résoudre la « crise migratoire » (ou « des réfugiés ») actuelle, avec un instrument déjà impuissant à sa naissance au lendemain de la deuxième guerre mondiale, avec les législations et institutions nationales consécutives sur le droit d'asile (là où elles existent, comme en France, mais fondées la plupart sur l'arbitraire et conçues avant tout pour exclure, comme en France), ou encore (là où elles n'existent pas) par l'entremise du Haut commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU, cela est dérisoire, la proverbiale souris que la montagne accouche. Vu l'ouverture annoncée par l'Allemagne, il se pourra qu'une solution soit trouvée pour une partie des réfugiés syriens, mais pour tous les autres migrants au désespoir ? mais pour les années à venir, quand l'exode à partir des pays du Sud s'accroîtra ? Tout se passe comme si les dirigeants européens et français ne voulaient pas saisir la portée des événements en cours, ni comprendre en face de quoi ils se trouvent : non pas une conjoncture imprévue et passagère, mais un phénomène structurel de fond, lié aux modifications de l'économie mondiale et aux conséquences sur la vie de populations entières, réduites à la limite de la survie. Puisque, sans la moindre volonté d'abandonner leur politique de l'autruche malgré l'évidence des nombres de jour en jour croissants, ils en sont par contre venus à officiellement déclarer la guerre sociale européenne aux migrants, et que les réfugiés politiques en question viennent de pays en guerre, il nous reste à dire un mot là-dessus.

Dans la plupart des cas, les guerres d'aujourd'hui n'apparaissent pas comme des conflits armés internationaux, alors même qu'elles sont le produit (celles notamment des régions d'importance « géostratégique ») d'un vaste et complexe réseau d'intérêts rivaux, « géopolitiques », de concurrences économiques régionales et mondiales. C'est le résultat de ce que les généraux de l'armée française, confrontés dans l'après-guerre aux insurrections dans les colonies, mais supportés par une économie métropolitaine faible, ont appelé la « guerre révolutionnaire » (et psychologique) : tout un arsenal de pratiques (enseignées plus tard à d'autres armées) d'infiltration chez l'ennemi, de fabrication sur le terrain de son propre « ennemi », ou de l'ennemi de son ennemi... Bref, les agents internationaux sont présents et actifs aux côtés des acteurs locaux, mais sous de fausses apparences. En encore plus bref, on peut avancer une formule : *le temps de guerre est la continuation de la guerre économique du temps de paix.*

Cette paix (parfois sous le nom d'« aide au développement ») est un des faits majeurs de notre époque, et elle est sans merci. Là où elle règne, elle s'abat sur les populations locales comme un fléau du ciel. Étant de tous les jours, et sans fin, elle arrive à causer bien davantage de pertes humaines qu'un conflit armé. *La Voix des sans-papiers* a documenté, dans son numéro 6 (*L'or de Kéniéba*, 26 octobre 2011), les dégâts causés par la paix éco-

nomique d'Occident (importée avec la bénédiction de la corruption d'État locale et internationale) aux populations d'où viennent en plus grand nombre les migrants maliens de France. Ignorer, quand on parle de migrants et de réfugiés, les guerres économiques innombrables menées entre acteurs en concurrence contre les peuples du Sud, c'est participer à la guerre sociale qui ravage ces peuples partout dans le monde, sous les ordres de Sa Majesté l'« économie ».

Sait-on ce que c'est que la « science économique » contemporaine, adoptée par les universités, credo et guide des hommes d'État d'Occident et d'ailleurs ? Pour résumer en quelques lignes plus de deux siècles de théorie économique dans sa lignée principale, disons que, de théorie sociale d'ensemble (à juste titre appelée *économie politique* par ses théoriciens, car conception sociale du « progrès » de la société tout entière), elle est devenue une science « pure », donc abstraite, basée, à l'instar des sciences pures modernes, sur les mathématiques – et partielle. Concernée par les nombres et les quantités : donc, dans sa sphère spécifique, par la « maximisation » des résultats (profits) aux moindres coûts. La société en tant que telle reste en dehors de son domaine (c'est celui de l'État), l'homme l'intéresse en tant qu'acteur de l'offre et surtout de la demande.

Rien d'étonnant si, armée de ces principes, l'économie capitaliste représente aujourd'hui, et de loin, le summum de la violence sociale, si elle a accentué fortement les inégalités partout dans le monde, et si, en particulier, elle a exclu les populations pauvres du Sud de son modèle économique (puisqu'impuissantes à représenter une demande dynamique d'un quelconque intérêt), les renfermant dans un modèle de stagnation. Les classes moyennes avec leurs pouvoirs d'achat, ce sont elles, et elles seules, qui intéressent globalement l'économie et sa théorie et son État.

Voilà quelques raisons qui font que les sans-papiers de la CSP75 et de la CISPM affirment que même les réfugiés en fuite des pays en guerre sont en réalité des réfugiés économiques, et ils précisent, quant à eux, que, dans ce contexte, le mot réfugiés n'implique aucune forme d'assistanat, mais bien la liberté de déplacement et de travail, conformément à la tendance la plus générale du monde actuel, et à la résolution 45/158 du 18/12/1990 de l'ONU (Haut commissariat aux droits de l'homme), entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2003 : *Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.*

Le modèle du despotisme démocratique citoyen

« Je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas... il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul. ... Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. ... Que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? C'est ainsi que tous les jours il rend moins utile et plus rare l'emploi du libre arbitre ; qu'il renferme l'action de la volonté dans un plus petit espace, et dérobe peu à peu à chaque citoyen jusqu'à l'usage de lui-même. »
(Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, 1840)

Demandeurs d'asile ou sans-papiers ?

On ne compte plus, au gré de la mobilisation sécuritaire et répressive et de la barbarie civilisée des pouvoirs et organes d'État, les expulsions qu'ont subies les réfugiés érythréens et soudanais (et somaliens, syriens et autres...) depuis l'évacuation de leur campement métré la Chapelle, à Paris, le 2 juin. Demba, du mouvement des sans-papiers, a été dans la lutte au jour le jour depuis le commencement. Pour donner une idée de l'enfer d'errance parisienne que traversent ces gens dénués de tout, écoutons son témoignage. Il posera en même temps la question centrale de l'unité de lutte, qu'abordera ensuite Sissoko, porte-parole CSP75 et CISP.M.

«...Quinze jours au jardin Bois Dormoy; ensuite, on a essayé d'occuper Saint-Bernard, mais le désaccord entre soutiens a donné aux CRS le temps d'arriver... On a dormi à la salle en face de l'église, une nuit. Le lendemain, on est allés à Pajol, puis, quelques jours après, évacuation... on est allés à la caserne des pompiers... on est allés à la caserne des pompiers... virés après quelques heures. De là, au jardin d'Éole... réévacuation, et retour à Pajol. Cette fois on y est restés un mois et quelque, jusqu'à la nouvelle évacuation du 29 juillet... Le 30, chez Ni putés ni soumises : s'il vous plaît! laissez-nous votre local pendant vos vacances... on y a passé une nuit. Le lendemain, occupation du lycée [désaffecté] Jean-Quarré, place des Fêtes... pour l'heure la mairie ne demande pas l'évacuation... »

France Culture, la noblesse du chauvinisme culturel

« Le vendredi 3 juillet dès 6h30 », France Culture s'est déplacée à la Halle Pajol, pour une émission en direct qui « fait en particulier entendre le récit des réfugiés érythréens ». Au bout de cette « journée spéciale "Paroles de migrants" », ceux-ci n'auront finalement eu droit de parole que pendant quelques minutes, et pour nous apprendre des formules apprises telle « la France patrie des droits de l'homme ».

Qu'à cela ne tienne ! il fait si noble de se montrer aux côtés des damnés de la terre... lorsqu'ils viennent de pays naguère colonisés par d'autres puissances européennes que la France.

Les migrants érythréens ont bien entendu besoin d'un maximum de générosité et de visibilité publiques. Mais pourquoi donc France Culture, et avec elle les autres médias, publics et non (ainsi que les associations « charitables »), pourquoi donc n'étaient-ils pas là quand des Maliens, des Sénégalais, des Ivoiriens – bref, des ressortissants d'ex et néo-colonies françaises, occupaient les trottoirs et les espaces publics de la capitale ? Plus de trois mille à Baudelique, Paris 18^e, en agitation pendant plus d'un an !

Mais le premier adjoint a déclaré, en conférence de presse [Libération.fr, 3 août], que « la mairie attend que les migrants lui livrent une liste de noms distinguant les sans-papiers des demandeurs d'asile... »

« C'est ça, toujours, depuis le commencement. Associations, partis, autorités, tous d'accord, ils jouent la carte de la division. Les réfugiés qui arrivent aujourd'hui et nous les sans-papiers qui sommes là depuis dix ans, pour moi on est les mêmes, même combat pour les papiers. Au jardin d'Éole, quand le chef de cabinet [du maire] est venu parler aux migrants, l'interprète m'a demandé qui je suis. Je réponds je suis là par solidarité avec mes camarades, je suis un sans-papiers, nous connaissons le même chemin d'émigration, même si c'est pour d'autres raisons que la guerre. Il m'a dit de sortir, j'ai dit non. Puis les réfugiés me l'ont demandé aussi, alors j'ai dit oui, je suis sorti. À la caserne des pompiers, il y avait des élus, des partis : les verts, parti de gauche, NPA... dans la cour, discussion pour décider quoi faire, j'ai voulu participer, on m'a fait sortir. Même chose chez Ni putés ni soumises, une adhérente de France terre d'asile m'a dit de sortir, alors que les réfugiés étaient d'accord que j'entre. J'ai préféré rester dehors pour ne pas compromettre les chances d'avoir le local. Je déplore cette difficulté d'avoir un bon rapport entre sans-papiers et réfugiés, c'est la volonté des soutiens de nous en éloigner. Il y en a qui seraient d'accord, mais ils n'osent pas aller contre la volonté dominante des autres. Je vois des associations qui sont là pour leurs intérêts propres, je vois des soutiens qui vous disent qu'ils étaient là avant vous, qu'ils sont plus légitimes que vous pour soutenir... »

C'est le réflexe propriétaire : du premier qui arrive et qui déclare : ça c'est à moi, propriété exclusive !... C'est bien d'ici, et ça remonte très loin. Les réfugiés c'est leur chose.

« Le fait est qu'au début, ces migrants ne connaissent rien d'ici, ils viennent d'arriver, ne savent pas à qui ils ont affaire : soutiens, associations, préfecture, partis politiques, autorités nationales, locales... on a beau dire que ce sont les migrants qui décident la conduite de la lutte, comment le pourraient-ils si tout ça leur échappe ? Alors je me rapproche d'eux, je les rejoins tous les jours après mon travail jusqu'à tard le soir. J'essaie de leur expliquer qui est là, associations financées par l'État, groupes de volontaires, collectifs de sans-papiers... qu'il y a aussi des gens comme nous, migrants et sans-papiers de la CSP75 qui avons accumulé, depuis 15, 20 ans qu'on lutte ici, un savoir-faire (aux guichets de la préfecture, par exemple) qui pourrait leur être utile, leur apporter de l'expérience et des idées. Eh bien non, ça ne passe pas, les soutiens s'y opposent : oust ! les sans-papiers, vous n'avez rien à faire ici. Cela dit, les soutiens font aussi du bon travail, les cours de français ça marche. Mais pour l'organisation de la lutte, on en est toujours aux petits groupes : côté soutiens, et côté migrants, chacun isolé dans son coin. Et pourtant on est tous pareils ici, la lutte est la même, et l'union fait la force. Dans les assemblées, les réunions,

les conversations, pas de discussion de fond : comment obtenir les papiers, un lieu de lutte, comment traiter les problèmes de santé, d'avenir pour chacun, rarement de tels sujets sont abordés. Alors que c'est précisément de cela que les migrants ont besoin. »

Pourtant, 700 personnes hébergées, leurs dossiers en cours d'examen...

« Les hébergements, c'est de la supercherie, du provisoire pour en faire accroire. Trois jours, une semaine, parfois dès le lendemain on te pousse dehors. Sinon, c'est très loin, à Creil, Beauvais, un ticket restau de 4 euros par jour et pas de titre de transport... Te voilà coincé là-bas, sans moyen de faire avancer ton dossier. Normal que les gens préfèrent revenir sur le pavé à Paris. Pour l'asile, c'est pareil : un 20% d'élus, et le reste – dégagez ! Un piège pour la plupart, face à un résultat minime. »

Sissoko : « Demba a très bien dit : un piège. Moi je me méfie surtout de la présence quotidienne de certaines associations. France terre d'asile, par exemple, est partenaire de l'OFII [Office français de l'immigration et de l'intégration], dont le rôle est d'expulser. Quand on entend dire que l'OFII aide les migrants à régler leurs problèmes, il faut d'abord regarder les résultats. C'est moins d'un sur 4 des demandeurs d'asile à obtenir le statut de réfugié politique. Mettons que dans le contexte actuel ça va monter à 30%. Et le 70% restant ? et tous les futurs déboutés du droit d'asile ?... Je n'appelle pas ça de l'aide aux migrants, j'appelle ça aider l'État à identifier les gens pour les contrôles à venir. Ces associations font le service minimum d'aide aux migrants, et l'OFII c'est tout simple : c'est l' "aide au retour". »

« Quand tu viens d'un pays en guerre, c'est pas que tu es obligé de demander l'asile, tu peux demander ta régularisation en préfecture comme n'importe qui. L'asile n'est pas plus facile à obtenir que cette régularisation-là, au contraire. Avec l'asile, le problème c'est qu'une fois débouté de ta demande, tu peux être beaucoup plus facilement expulsé, et même si tu arrives à rester ici, tu seras un sans-papiers pendant plus longtemps. »

« Nous disons que la lutte des réfugiés de la Chapelle est notre lutte commune à tous. Pourquoi ? CSP75, CISP.M : si notre implication a été constante dès le début, c'est que le combat des demandeurs d'asile nous concerne au premier chef. La CISP.M est présente dans d'autres pays européens, où la plupart de nos camarades sont des réfugiés demandeurs d'asile : le soutien et la participation à leur lutte sont partie intégrante de notre plateforme de reven-

Je crois que les pauvres de la terre finiront par briser à jamais leurs chaînes et leurs peines. Mais personne ne le fera pour eux sauf eux-mêmes.

(All God's dangers, The life of Nate Shaw, 1974. Descendant d'esclaves afro-américains, paysan métayer en Alabama, syndicaliste paysan, militant des droits des Noirs, illettré, Nate Shaw (Ned Cobb, 1885-1973) était doué du miel de la parole et de l'intelligence aiguë des rapports et faits sociaux.)

dications, de notre propre lutte. Nous n'avons aucune position préconçue : nous donnons l'information, puis c'est à chacun de décider ce qu'il veut faire. S'il préfère demander l'asile, on l'accompagne ; et s'il veut régulariser sa situation en préfecture, on l'accompagne pareil. Personnellement, bien que la procédure en préfecture soit plus longue, je la préfère. Le nombre de régularisations, dans une lutte collective, est normalement bien plus élevé. C'est la volonté politique de lutte qui fait alors la différence. Dans le cas des réfugiés, rien ne défend au préfet de régulariser celui qui vient d'un pays en guerre : cet argument, soutenu par un mouvement uni et fort, pourra être entendu par le gouvernement, si tout le monde reste ferme là-dessus, d'un commun accord et d'une commune lutte. Quant à la CISPM, cela rentre dans notre revendication de régularisation de tous les migrants, réfugiés ou sans-papiers qui sont sur le sol français et européen.

« Or ce qui se passe en ce moment, c'est grave. On pousse tout le monde à demander l'asile politique. Même les ressortissants de pays africains qui ne sont ni le Soudan, ni l'Erythrée, ni la Somalie, même ces migrants-là ont tous rendez-vous avec France terre d'asile, ils ont des convocations pour demander le statut de réfugiés. Mais c'est les envoyer à l'abattoir, les Sénégalais, Guinéens, Maliens, Centrafricains !... Alors tu vois pourquoi on nous déteste, nous de la CSP75, à France terre d'asile, par exemple : pourquoi on fait tout pour nous tenir à l'écart. Car ces saloperies-là qui jouent avec la vie des gens, nous les dénonçons ; car on fait de la vraie information, on se bat pour l'unité de la lutte. On ne leur tient pas des discours de récupération aux réfugiés, on leur dit une chose

et une seule : il faut s'organiser. On cherche toujours à faire passer ce message : la base, c'est vous, c'est à vous de prendre les décisions et d'agir, il faut que la base s'organise de manière autonome. Mais ces associations financées par l'État, elles ne peuvent régner sur les gens que si les gens sont faibles parce que divisés et désinformés. »

Là derrière, il doit bien y avoir une logique à l'œuvre. Sais-tu laquelle ?

« La logique, c'est l'expulsion des indésirables : plus courte, facile et sûre avec la procédure d'asile. »

Et sans doute aussi, l'aide à l'État et à son « immigration choisie », seule acceptable.

« Je voudrais dire encore un mot sur la question de la base. Notre idée que nous cherchons à faire passer, c'est que chacun connaît la manière de s'organiser là-bas, où il est né, c'est cette manière-là qu'il faut faire prévaloir ici aussi. C'est le cœur du problème : car cette compréhension spontanée du comment on s'organise vient même avant la compréhension du comment on lutte pour avoir des papiers, un logement, comment on négocie avec les institutions... La base, c'est encore ça, d'abord : comprendre comment trouver à manger, des couvertures, etc., et l'organisation du partage, sans mécontenter personne, et les règles de fonctionnement prioritaire, et aussi savoir trouver toujours davantage de soutiens... Ces choses-là bien comprises, c'est alors qu'on peut devenir autonome dans son combat en se constituant en collectif... Quand j'ai expliqué cela (à la première occupation de Pajol, et puis aussi d'autres fois), et que j'ai cherché à transmettre à ces nouveaux arrivants d'ex-colonies non francophones notre savoir pratique, ac-

quis à travers notre expérience de 15 années de lutte et de situations semblables à la leur, j'ai été plutôt surpris par les réactions... Des fois j'ai entendu : mais de quoi parlez-vous là ! ce n'est pas la même lutte !... Je pense que la difficulté, elle ne vient pas de la langue (même s'ils parlent arabe ou anglais, on traduit), l'incompréhension vient surtout du fait qu'ils nous voient comme eux, des Noirs sans pouvoir qui ne peuvent pas être une solution pour eux. Seuls des Français, des Blancs, peuvent les aider, donc c'est eux qu'ils écoutent. »

C'est une explication, mais on pourrait, à titre d'hypothèse, en avancer aussi une deuxième. L'Anticapitaliste hebdo (NPA) a publié le 23 juillet l'interview d'un migrant soudanais journaliste, qui se présente comme le porte-parole du mouvement des réfugiés. Par rapport aux sans-papiers, il dit qu'il y a « une spécificité » de la démarche d'asile des Soudanais et des Erythréens, que leurs « situations » et les « populations » auxquelles ils s'adressent « ne sont pas les mêmes ». On serait tenté de penser aussi à d'autres spécificités : en Afrique comme ailleurs se sont multipliées de nouvelles couches, plus ou moins consciemment moyennes (« individualistes-urbaines »), auxquelles le continent n'offre pas de débouchés. Il se pourrait que parmi les réfugiés il y en ait qui, se sentant en possession de savoirs et de compétences modernes, par la voie de l'asile s'offrent sur le marché de l'« immigration choisie » européenne. Si c'était ainsi, l'unité de la lutte dont vous parlez pourrait bien ne jamais être souhaitable pour ces personnes en rupture de classe.

La France ou le Mali « patrie des droits de l'homme » ?

De tout temps les hommes ont exprimé, de diverses manières, leur droit à l'égalité et à la justice – comme dans ces paroles divines parvenues jusqu'à nous du fond des âges de l'ancienne Égypte : « J'ai créé la crue [du Nil] pour que tout pauvre puisse en profiter autant que le riche... J'ai créé chaque homme égal à son voisin. »

Sans remonter aux époques les plus reculées, bornons-nous à rappeler ici le célèbre « Serment des chasseurs » (*Donsolu kalikan*, en malinké), qui, de griot en griot, nous est venu du début du XIII^e siècle de notre ère, de la fondation de l'empire du Mali par Soundjata Keïta. Ses « sept paroles », mieux connues sous le nom de « Charte du Manden » (*Manden kalikan*, serment du Manden) depuis qu'elles sont inscrites au « Patrimoine culturel immatériel de l'humanité » de l'UNESCO, sont considérées par nombre d'historiens africains comme « la première déclaration des droits humains connue au monde », antérieure de plus d'un demi-millénaire à la déclaration des droits de 1789. Que déclaraient-ils donc les chasseurs maliens ?

« Une vie [humaine] n'est pas... plus respectable qu'une autre vie... une vie n'est pas supérieure à une autre vie. ... Par conséquent... que nul ne martyrise son semblable. ... Que chacun veille sur son prochain... que chacun veille sur le pays de ses pères. Par pays... il faut entendre aussi et surtout les hommes. ... La faim n'est pas une bonne chose, l'esclavage n'est pas non plus une bonne chose. Il n'y a pas pire calamité que ces choses-là, dans ce bas monde. ... La faim ne tuera plus personne au Manden... la guerre ne détruira plus jamais de village pour y prélever des esclaves... nul ne placera désormais le mors dans la bouche de son semblable pour aller le vendre ; personne ne sera non plus battu... mis à mort, parce qu'il est fils d'esclave. ... L'essence de l'esclavage est éteinte ce jour... d'une frontière à l'autre du Manden ; la razzia est bannie à compter de ce jour au Manden. ... Les gens d'autrefois nous disent : "L'homme en tant qu'individu, fait d'os et de chair, de moelle et de nerfs... se nourrit d'aliments et de boissons ; mais son âme, son esprit vit de trois choses : voir qui il a envie de voir, dire ce qu'il a envie de dire, et faire ce qu'il a envie de faire ; si une seule de ces choses venait à manquer à l'âme humaine, elle en souffrirait et s'étiolerait sûrement." En conséquence, les chasseurs déclarent : Chacun dispose désormais de sa personne, chacun est libre de ses actes, chacun dispose désormais des fruits de son travail. Tel est le serment du Manden à l'adresse des oreilles du monde entier. »

(Extraits tirés de : Y.T. Cissé, W. Kamissoko, *Soundjata, la Gloire du Mali*, Karthala)

Une journée avec les migrants de Vintimille

Ce récit (recueilli fin juillet) est de Simone, CISPM-France. Deux précisions pour le lecteur. Le rétablissement de fait et la remilitarisation de la frontière, côté français, quoique n'ayant fait la une des médias que récemment, remontent au début des « printemps arabes », à l'afflux de jeunes migrants tunisiens en 2011. À Menton-Garavan, première gare ferroviaire en France, les TER sont systématiquement fouillés par la police, souvent avec la collaboration des agents SNCF. Contrôles au faciès : peu à peu, de petits groupes d'hommes, de femmes et d'enfants se forment sur le quai, alors seulement le train peut repartir. C'est ainsi chaque jour, à chaque train, depuis des années. Sur la Croix-Rouge italienne, nous avons le témoignage d'un migrant : certains refusent ses aides parce qu'elle les fiche sous prétexte de leur donner des soins : nom, prénom et tout. « *La Croix-Rouge collabore avec la police. Autour du centre il y a plein de voitures de police. Lorsqu'ils reconnaissent quelqu'un qui a fait plusieurs tentatives de passer la frontière, pour le décourager ils le ramènent dans le sud de l'Italie en hélicoptère.* » (A.Romani, *Corriere delle Migrazioni*, 10 août)

De passage dans le Var, une copine et moi sommes allées voir ce qui se passe à Vintimille. Trois heures de train pour y arriver... hélas ! la frontière routière du littoral n'est pas à Vintimille mais à Menton. Demi-tour. Et nous avons engagé une marche sous le cagnard. Sept kilomètres en longeant la mer !... On a donc fait du stop, et vers 11h30 nous étions au campement des migrants.

Ce qui suit n'est pas le compte rendu d'une lutte, ce sont mes impressions et quelques informations glanées au cours de cette journée de dimanche 26 juillet 2015.

Passé le dernier tunnel, nous découvrons, à gauche, le campement installé au-dessus de la plage en contrebas de la route, à 100 mètres du poste frontière, à droite. De petites tentes sur les gros rochers qui émergent de la mer, et, sur la terre ferme, d'autres tentes, et des espaces aménagés (cuisine, lieux de réunion...), et puis des matelas, des couvertures, et des murets de pierres où l'on peut s'asseoir... Comme à Pajol, mais sous l'ombrage des arbres et des arcades d'un pont routier, il règne une grande activité. Le petit chemin qui y mène est marqué à l'entrée d'une large banderole signalant la présence des No Borders et des NO TAV. Des migrants allongés à même le sol se reposent, ou observent notre arrivée, nous les saluons et recevons en retour un large sourire... Du regard je balaye l'ensemble, je cherche un visage connu : personne. Au hasard, je demande à un jeune si un camarade de la CISPM-Italie est là. Il est parti la veille ! Alors je me présente : CISPM-France, je suis là de passage, pour prendre des contacts, et rapporter à Paris les échos de ce qui se construit ici.

Avec plaisir, il me décrit par le détail l'organisation et la semaine d'action qui vient de se terminer. Des réunions ont lieu chaque jour, militants d'un côté et migrants de l'autre, puis l'a.g. Pendant les actions de la semaine, beaucoup de militants sont venus. Je peux les estimer, ce dimanche, presque aussi nombreux que les migrants, qui sont environ 70. Aucune femme. On ne sait pas ce que les femmes sont devenues. Mais d'autres vont arriver, et aussi des mineurs, ce qui posera des problèmes d'accueil...

J'ai rencontré aussi des avocates italiennes. D'après ce que j'ai pu comprendre, pour y répondre plus facilement, les besoins des migrants sont répertoriés. J'ai su qu'ils ont fait la grève des paniers-repas de la Croix-Rouge. Pourquoi ? Parce que ceux qui réussissent à passer et sont interpellés en France sont remis à la Croix-Rouge italienne qui les ramène en Italie, dans un centre semi-fermé au-delà de Vintimille.

J'ai assisté à une réunion restreinte d'une quinzaine de militants sur les questions de communication : il y avait des Italiens et des Français, entre autres de Marseille. J'ai appris ainsi l'existence récente d'un collectif de sans-papiers dans cette ville.

Vers 16h l'a.g. a commencé. On nous a avertis que des passeurs étaient présents, qu'ils mettaient la pression sur les migrants. Les camarades se sont précipités, leur intervention a été efficace, les passeurs sont partis. Ils sévissent aussi dans les gares de Vintimille et de Menton.

Les débats en assemblée ont porté sur la politique des instances internationales et des chefs d'État des pays africains. C'est cette politique qui produit les inégalités à l'origine des migrations - migrations de survie, et puis celles des populations qui fuient les pays en guerre. Par conséquent notre lutte doit avoir une visée politique, et non humanitaire. L'UE se présente comme un continent humanitaire, alors qu'elle militarise ses frontières externes et internes. Notre objectif doit viser à mettre en commun un réseau transnational pour conduire d'autres formes de lutte ; avoir des parcours coordonnés pour construire, face au système de la ségrégation, un système de circulation et un réseau d'autres routes d'immigration...

Un migrant a pris la parole, très ému, pour remercier les militants de les avoir reconnus non pas comme réfugiés, mais en tant qu'hommes.

L'assemblée s'est terminée par l'énumération des rendez-vous et rencontres. En août, « trois jours » à Vintimille ; fin août, faire le point ; jusqu'à fin octobre, garder une présence constante au campement ; autour du 3 octobre, manif à Lampedusa ; du 17 au 24 octobre, semaine d'actions décentralisées en Europe et à Vintimille, mobilisation internationale des sans-papiers.

Le soir même, à 19h (heure de départ de mon train), une action était prévue. Une action semblable avait déjà été menée. Les migrants ont fait une avancée en force jusqu'à la barrière douanière, pendant que, du côté français, les militants repoussaient les gendarmes qui se sont ainsi trouvés pris entre les deux. Une simple manifestation de protestation, sans violence, pour exiger le droit de passage.

Mais en partant j'ai vu un car de gendarmes qui s'équipaient pour une intervention... j'étais inquiète... Puis en gare de Menton, les CRS montés dans le train, et le train qui n'est parti qu'une fois toutes les voitures inspectées... Et dans les gares suivantes, partout, une grande présence de policiers...

Pour conclure mes impressions, le campement de Vintimille me semble plus structuré qu'à Pajol. Chacun travaille dans son secteur, et chaque jour un bilan est fait. J'ai trouvé les migrants très détendus, la confiance s'est installée entre eux, ils sont là depuis un mois et demi et commencent à se connaître. Par contre les militants, ils semblent plutôt méfiants, comme sur leurs gardes.

Dimanche 21 juin 2015, Expo de Milan. En conférence de presse avec le premier ministre italien, le président français déclare qu'« *il n'y a pas de fermeture des frontières* » avec l'Italie. (Ces mots, rapportés par des médias italiens - en direct - et français, sont curieusement absents du texte publié par le site de l'Élysée.)

Mardi 23 juin 2015, Tgv de 16h07 Milan-Paris, entre les gares de Bardonecchia et Modane. « *Police aux frontières ! contrôle des documents ! Sortez vos cartes d'identité, passeports... Tout le monde, sans exception !* » Annoncés par ce cri lancé du fond de la voiture, trois agents de la police nationale s'avancent en poussant devant eux un jeune Noir sans-papiers. Tout le monde y passe : sauf un voyageur italien révolté par un tel « *abus de pouvoir, en violation des règles européennes, démenti flagrant aux paroles du président* ».

De deux choses l'une : ou le chef de l'État en a menti, ou il ne sait pas ce que fait sa police d'État aux frontières. Que faut-il en conclure, est-ce le signe d'une vertu machiavélique (si, pour Machiavel, la première qualité du Prince, du chef d'État, est l'art du mensonge, un des policiers en avait la même idée : au voyageur italien il a répondu que « *c'est de la politique* » la déclaration du président à Milan), ou est-ce tout simplement un signe de l'illustre inconsistency de nos hommes de pouvoir ?

la Voix des sans-papiers aussi sur d'autres sites, dont mondialisme.org - rubrique vagabondages

Téléchargez, imprimez, diffusez
la Voix des sans-papiers

NOUS SOMMES TOUS DES RÉFUGIÉS ÉCONOMIQUES !

Notre lutte :

**Liberté de Circulation et d'Installation
dans Tous les Pays du Monde pour Tous les Migrants
ÉCONOMIQUES CLIMATIQUES POLITIQUES**

Notre but immédiat :

**Ratification et Application par Tous les Pays
Européens de la résolution 45/158 de l'ONU**

entrée en vigueur le 1/7/2003 :

**CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA
PROTECTION DES DROITS DE
TOUS LES TRAVAILLEURS MIGRANTS
ET DES MEMBRES DE LEUR FAMILLE**

Notre mot d'ordre :

**Nous sommes Tous des
RÉFUGIÉS ÉCONOMIQUES !**

C'est la voix des sans-papiers